170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 481 BRESIL: PIECE SUPPLEMENTAIRE AU DOSSIER PAYSAN

Le témoignage ci-dessous a été écrit par un témoin direct. On comprendra que, pour des raisons évidentes, le nom soit tu.

Les faits rapportés se sont passés ou se passent dans deux régions différentes: 1) sur l'axe de la Transamazonienne, dans la zone de Marabá, au sud-est de l'Etat du Pará, et dans les environs du futur barrage hydro-électrique de Tucuruí, plus au nord; 2) sur l'axe du Rio Tocantins, dans le nord de l'Etat de Goiás.

En ce qui concerne la Transamazonienne, il faut rappeler que le projet de colonisation comporte l'attribution à chaque famille de colons d'un lotissement de 1.000 ha perpendiculaire à la route (2 km de profondeur sur 500 m de large); terre payable en vingt ans avec correction monétaire, et dont un tiers seulement de la superficie peut être déboisé. Tous les dix kilomètres est édifíée une "agroville" équipée de différents services: coopérative, service social, lieu de culte (oecuménique), dispensaire et école. Les paysans qui se sont vus attribuer un lotissement ont droit à une maison à l'agroville pour permettre aux enfants d'aller à l'école; ainsi, la mère vit dans la maison de l'agroville pour s'occuper des enfants et le père vit dans la maison du lotissement pour travailler la terre...

A la différence de l'axe de la Transamazonienne où la situation juridique des paysans est définitivement claire (du moins tant qu'ils ne repartent pas de là), l'Etat de Goiás est le lieu d'innombrables conflits de propriété de la terre. Ces conflits viennent parfois de l'ignorance des paysans qui se mettent dans l'illégalité, mais surtout de la rapacité de certains propriétaires aidés de courtiers véreux. Quelques cas illustrent ici cette problématique.

Plan du dossier:

- I- L'autre face de la Transamazonienne
- II- Conflits de la terre dans l'Etat de Goiás

(Note DIAL)

I - L'AUTRE FACE DE LA TRANSAMAZONIENNE

1- La région

La région d'Itupiranga - Marabá, dans le sud de l'Etat du Pará, est située sur l'axe de la route Transamazonienne. Elle a été le lieu d'une surveillance militaire étroite en 1970. Déclarée "zone de sécurité nationale", elle connaît alors les opérations de râtissage systématique, les manoeuvres militaires ostentatoires, les lâchers de bombes par avion et les fouilles individuelles: quel voyageur d'autocar n'a pas connu, à l'époque, au moins un contrôle par des militaires armés jusqu'aux dents? C'est l'époque où, de fait, la guérilla rurale cherche à s'implanter.

Mais la région est aussi le lieu d'investissements agro-pastoraux d'importance, comme sur l'ensemble de l'axe nord-sud constitué par le Rio Araguaia,

en bordure de l'immense zone amazonienne. Par ailleurs, un projet de barrage hydro-électrique de grande capacité prend corps près de Tucuruí, sur le Rio Tocantins.

Une anecdote permet de donner la mesure des méthodes utilisées par certaines personnalités. En février 1973 un scandale éclatait à propos d'un détournement de bois d'acajou par le maire de Tucuruí, M. Francés. Après avoir coupé l'acajou, les colons de la Transamazonienne le remettaient à l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) qui l'expédiait dans ses scieries. Les camions de l'INCRA faisaient effectivement le ramassage des troncs mais ceux-ci n'arrivaient jamais à destination: ils étaient détournés par le maire de Tucuruí qui les expédiait à l'étranger. N'étant ni payés en argent ni livrés en planches, les colons protestèrent. Un inspecteur vint de Rio pour l'enquête, un certain M. Renato, qui découvrit les dessous de l'affaire. Le jour où cet inspecteur, au terme de son travail, devait reprendre l'avion, sa fiancée l'attendit en vain: il avait été assassiné à coups de bâton et son corps devait être retrouvé le soir même. La documentation sur l'affaire avait disparu.

A Itupiranga, dès 1972, les morts suspectes se multiplient. C'est ainsi qu'un témoin digne de foi raconte avoir compté en 1973 vingt-six tombes clandestines, celles de personnes enterrées au bord des routes ou dans les lotissements, ce qui est rigoureusement interdit par la loi.

C'est en réalité un climat de peur qui règne chez les paysans victimes de menaces, d'intimidations, voire d'emprisonnements arbitraires.

2- Choses vues et vécues à Itupiranga

1) Diquin - Depuis l'arrivée de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA), le travail de menuisier de Diquin ne marche plus. De plus sa femme attend son sixième bébé. Il n'est pas marié à l'église, bien qu'il ait déjà demandé trois fois au prêtre qui passe de temps en temps. Découragé, il va voir la "rezadeira" (1) à une vingtaine de kilomètres de là, dans la forêt d'Ipixuna. La femme lui fait croire à un envoûtement. Au bout de deux mois, Diquin voit des ossements partout, il se croit poursuivi... Un jour qu'il est atteint de paludisme et qu'il grelotte de fièvre, la guérisseuse le soigne par les plantes. La méningite se déclare. Les voisins, alertés par la guérisseuse qui prend peur, emmènent Diquin à l'hôpital de Marabá. Il y a des malades partout, même dans les couloirs. Il reste là, pratiquement abandonné. Au bout de trois jours on le ramène chez lui. Il meurt quelques jours plus tard. Sa femme est très soucieuse de savoir si elle peut faire dire une messe pour lui car le prêtre n'a pas encore répondu à leur demande de mariage.

2) Le vieux Luís - Luís Velho habite un lotissement à l'écart de la route (2). Il grelotte de fièvre dans son hamac, en compagnie de deux de ses enfants. Le camion qui passe chercher les malades n'est pas venu. La mère leur donne des "infusions" pour voir si ça passe. Finalement elle va demander l'aide des voisins. Les trois malades sont chargés sur un camion de matériel de passage. Luís meurt pendant le voyage, l'un des enfants au moment d'arriver, et le second

(1) Littéralement: "qui fait des prières", guérisseuse (N.d.T.).

(2) Une première rangée de lotissements borde la Transamazonienne, séparée d'une deuxième rangée par une route secondaire parallèle à l'axe principal. Et ainsi, pour les deux côtés de la route principale qui fait 70 m de large. (N.d.T.).

deux jours après. Le drame de la mère, qui n'a plus que des enfants en bas âge, c'est qu'elle n'a personne pour travailler la terre à la place de son mari. Elle sera réexpédiée vers l'Etat du Brésil d'où elle était venue.

3) La famille de Roberto - Un soir, on amène au dispensaire d'Itupiranga une femme sur le point d'accoucher. Elle se trouvait dans un camp de transit depuis trois jours dans l'attente de l'attribution de son lotissement. En fait elle accouche de jumeaux. La mère est en état d'extrême faiblesse par suite des trois semaines de voyage qu'elle vient de faire. Elle est emmenée à Marabá puis ramenée chez elle. Roberto, son mari, travaille dur car il y a huit autres enfants. Un beau jour la mère attrape la malaria, suivie en cela des deux jumeaux puis d'un troisième enfant. Les quatre sont emmenés à l'hôpital. Aucun ne reviendra. En une semaine, Roberto reste seul avec ses sept autres enfants.

4) Carmen - Venant d'Ipixuna, Carmen arrive au dispensaire. La "sage-femme" lui avait fait un accouchement plutôt barbare: elle l'avait "coupée" (3) avec une paire de vieux ciseaux puis recousue avec du fil noir pris dans le tiroir de la machine à coudre de la maison. L'infection est générale et le pus coule de partout. Malgré les antibiotiques à haute dose, Carmen mourra sans avoir pu voir sa jolie petite fille: paralysée, elle va, littéralement, "pourrir" vivante. Elle est venue trop tard pour se faire soigner.

5) Le Noël inoubliable de 1972 - Au dispensaire, comme à toutes les veilles de fête, le matériel de petite chirurgie est prêt. Sitôt finie la messe de minuit, les "boîtes de nuit" locales - Monte Azul et Nacional - sont pleines et l'alcool coule à flots. De temps en temps un ou deux coups de feu tirés par un souillard. A 5 H du matin, c'est le drame. Une foule se précipite au dispensaire. D'abord apparaît Miguel, blessé de deux coups de couteau. A peine est-il recousu qu'on amène Raimundo: un coup de couteau à l'épaule. "C'est tout?" demande l'infirmière. "Euh... y a la Rosa, là-bas, au Monte Azul..." Sur place se trouve effectivement cette femme. Il n'y a plus rien à faire pour elle car elle s'est vidée de son sang. Frappée de neuf coups de couteau, elle a eu l'artère du bras gauche sectionnée. Sur l'invitation d'une personne présente, tous les gens, femmes et clients de la maison, se mettent à prier sur place pour le repos de son âme. A la sortie, un homme indique à l'infirmière le trou béant d'une fosse d'aisance en construction: "Là aussi, y en a un..." C'était l'assassin. Pour suivi, il s'était enfui en tombant dans le trou avec un poignard enfoncé jusqu'à la garde dans les reins.

Pour l'enterrement de Rosa, il fallait le faire le jour même. Le soir de Noël, vers 22 H, des volontaires acceptent de l'emmener au cimetière. Le cercueil, mal cloué, se démonte. Les porteurs récupèrent au passage le pasteur d'une secte et quelques-uns de ses fidèles. Arrivés à la porte du cimetière, le pasteur et ses fidèles marquent un temps d'arrêt: entrer la nuit dans un cimetière, ce n'est pas rien... Finalement, Rosa est mise en terre.

6) Judite - Elle arrive au dispensaire pour accoucher. Elle hurle. Il y a trois jours qu'elle a la taille serrée par un hamac... pour faire venir l'enfant. Mais rien. Son frère l'accompagne puis repart. Mais l'enfant vient normalement au monde dès le "garrot" défait. On ne reverra son frère que quinze jours plus tard: il était persuadé que sa soeur était morte.

7) La cueillette des châtaignes - Demain, 6 janvier, pour les gens du coin, c'est le départ pour la cueillette de la châtaigne. Les gens se préparent avant d'aller sous les châtaigniers qui peuvent atteindre 60 m de haut, pour ramasser les lourdes coquilles qui tombent quand elles sont mûres. On les casse pour prendre les amandes vendues bon prix.

Le ramassage est libre sur le territoire de la commune. Mais les "étrangers" n'y sont pas admis. De plus, le départ a lieu à jour fixe et à l'heure marquée pour tous les ramasseurs. Des contrôleurs vérifient que le règlement est respecté.

Le jour du départ, à 6 H du matin, tous les concurrents se retrouvent au bord du Rio Tocantins, dans leurs barques. Celles-ci sont alignées et attendent le signal de départ. Quand le coup de feu est tiré par le délégué du maire, tout le monde s'élance... Les hommes ne reviendront que six à sept semaines plus tard avec une récolte qui les fera vivre presque toute l'année. Les noix sont entassées par chacun à un point déterminé; les mulets passent les prendre pour les emporter sur le bord du fleuve où elles sont vendues à l'hectolitre.

8) Ouvrier sur la Transamazonienne - Comme beaucoup de jeunes qui ne trouvent pas de travail, Antônio a quitté son village pour aller s'embaucher sur la Transamazonienne. Il arrive au dispensaire avec 41°6 de fièvre. Il délire et appelle sa mère. Après trois jours de coma agité, il meurt. Il avait 18 ans. Il n'avait jamais donné de nouvelles à sa famille car il ne savait pas écrire. Après quinze jours de recherches, l'infirmière trouve l'adresse des parents et écrit à la mère. La réponse arrive, pleine de gratitude. Quand un garçon de la famille s'en va, les parents n'ont pratiquement jamais plus de ses nouvelles. Ils vieillissent et ils meurent sans rien savoir de lui. Sans carte d'identité, la plupart de ces jeunes bourlinguent d'un côté à l'autre; ils s'embauchent à bas prix chez quelque colon de la Transamazonienne; ils restent là pour ne pas mourir de faim. Ils prennent la première femme qui les accepte.

9) Isabel - Elle a 16 ans. Elle n'a jamais vécu qu'en pleine forêt. Elle n'a jamais vu de voiture. Un jour elle s'amourache de l'ouvrier agricole de son père. Mais, un beau matin, l'homme l'abandonne. Folle de chagrin, elle avale le contenu d'une bouteille d'eau de javel. Pour l'emmener au dispensaire, comme il n'y a pas de route dans le voisinage et donc pas de transport, son père l'installe dans un des paniers du mulet, l'autre panier étant lesté avec des pierres... Une ambulance inattendue!

10) Tétanos et incendie - D'Ipixuna arrive une fillette avec le tétanos. Sa mère l'accompagne. Toutes deux sont envoyées à l'hôpital de Marabá. Pendant ce temps, le père reste seul avec quatre enfants en bas âge, dont le dernier est au berceau. Un soir, le père se rend par obligation à une réunion politique du candidat local. A son retour, il trouve sa maison détruite par un incendie. Agé de 8 ans, l'aîné des enfants a réussi à faire sortir ses deux petits frères, mais la fillette de 8 mois a péri dans son berceau. Le père enterre le bébé en l'emballant dans un sac en plastique. Il dépose sur des feuilles de bananier deux des garçons atrocement brûlés et il les emmène au dispensaire d'Itupiranga. Le plus jeune meurt en cours de route; mort, il rejettera par la bouche des vers intestinaux vivants jusqu'au lendemain, quand des voisins compatissants l'enterreront comme si c'était leur garçon. L'autre garçon est emmené par le père à l'hôpital de Marabá où se trouve déjà sa fille avec le tétanos.

11) Mort anonyme - João Cearense est tombé d'un camion. Il meurt des suites d'une fracture du crâne. Il est enterré quelque part... Qui le sait? Mais sûrement pas déclaré comme accidenté du travail.

12) Luisa - Elle arrive au dispensaire pour accoucher. Elle a parcouru 120 km pour venir. Son mari, qui n'est pas le père de l'enfant qui vient au monde, oblige sa femme à donner son bébé.

13) La rage au village - Valdiza, fille unique de Conceição, a marché sur la queue de son chien. Celui-ci l'a mordue. Trois semaines plus tard, la fillette a la fièvre. Sa mère pense à une grippe et lui donne du lait maternel "comme fortifiant". L'infirmière de passage voit que, pour boire ce lait, l'enfant "aboie"; elle pense aussitôt à la rage. On emmène la fillette à l'hôpital pour une perfusion. Mais le père vient reprendre son enfant et se sauve avec elle au dispensaire local. A l'infirmière qui lui fait les soins, sans illusions, la fillette déclare: "Achète les médicaments pour moi... mon papa travaillera pour te rembourser... ma maman n'a que moi pour l'aider." Elle souffre beaucoup, elle étouffe: "Je veux pas aller au cimetière, il est trop triste". A sa petite amie qui est là: "Maria de Jesús, si je meurs, tu m'accompagneras au cimetière, dis, pour que j'aie moins peur?" Elle meurt à 11 H du soir dans des souffrances atroces. L'infirmière prend le cadavre dans ses bras et le remmène chez ses parents. Au passage, les hommes rentrent silencieusement dans leurs maisons pour prendre leur fusil... Cette nuit-là, presque tous les chiens du village ont été tués. Dix jours plus tard, un autre garçon de 9 ans mourait aussi de la rage.

14) Enoque le ressuscité - Enoque est le fils du pasteur baptiste qui refuse d'utiliser les médicaments. En plus d'une crise de paludisme, Enoque souffre d'une hépatite virale. Il est dans le coma. Les oraisons du père ne l'ayant pas guéri, ses frères l'emmènent contre la volonté paternelle dans un hamac attaché à une grande perche de bois. Au dispensaire les soins durent neuf jours et neuf nuits. Le 9ème jour est terrible: le malade fait une hémorragie. Une veillée de prière est organisée dans la pièce voisine par les pasteurs des différentes sectes de la région, avec les gens présents. Le lendemain matin, au lever du jour, Enoque se lève soudain de son lit et réclame à manger.

II- CONFLITS DE LA TERRE DANS L'ETAT DE GOIÁS

1- Les régimes de propriété de la terre

Il y a trois catégories de paysans:

1) Les "posseiros" ou "occupants" sans titre de propriété. Ils travaillent la terre à leur compte et la font fructifier après s'être installés dans une zone non attribuée par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA).

Ils sont cependant reconnus légalement propriétaires en vertu de la "prescription acquisitive" (usocapião), à condition que la terre en question ne soit pas attribuée depuis plus de trente ans et que le cultivateur paie les impôts correspondants. Les "posseiros" ne peuvent pas être chassés de leurs terres. La loi sur la propriété de la terre non attribuée a été modifiée en août 1977: le délai de prescription a été ramené de trente à dix ans. En vertu de cette loi, les petits cultivateurs "occupants" ont droit à une indemnisation en cas d'expropriation.

2) Les "parceiros" ou métayers. Ils se répartissent en plusieurs catégories:
a- Ceux qui travaillent la terre d'un propriétaire en partageant la récolte "de meia" c'est-à-dire moitié-moitié, le patron avançant la nourriture et les semences payables à la récolte;
b- ceux qui travaillent au pourcentage de 40 ou 20% de la récolte, sans que le propriétaire fasse aucune avance.

3) Les "agregados", c'est-à-dire ceux qui sont purement et simplement des salariés: travailleurs agricoles avec ou sans contrat de travail.

Les conflits actuels concernant la propriété de la terre opposent les "posseiros" aux grandes sociétés modernes d'investissement agro-pastoral, qui cherchent à constituer d'immenses domaines d'un seul tenant ou, plus simplement, aux grands propriétaires locaux qui travaillent pour leur propre compte. Ces groupes s'emploient à "récupérer" les terres des "possédants" par tous les moyens, la violence y compris.

Dans cette entreprise, le personnage du "grileiro" est central; il est le maître d'oeuvre de la spoliation. Il s'agit, littéralement, du courtier véreux, celui qui fabrique des fausses écritures pour s'emparer des terres d'autrui ou qui s'adresse à l'administration locale du cadastre. Par extension, le terme désigne le représentant local des grands propriétaires.

A propos des "possédants" spoliés et des métayers ou salariés renvoyés, on parle de "desacoçoados", "chutados", etc.

2- Les paysans indéfendables

Beaucoup de paysans sont malheureusement indéfendables sur le plan juridique car ils se sont mis dans des situations illégales par suite de leur ignorance des lois et de leur analphabétisme.

C'est ainsi, par exemple, que les paysans plus âgés, premiers occupants, n'ont pas compris l'utilité de payer les impôts: "J'ai déjà pas d'argent et ça sert à rien!". Pour eux, les papiers n'avaient aucune valeur, tandis que seul le travail en avait: la légalisation du titre de propriété ne les intéressait pas "puisque tout le monde sait que la terre est à eux".

Ainsi de João Rabelo, dans la région de Formosa, qui distribua ses terres à ses héritiers la veille de mourir, en août 1977: à l'un il donna 250 alqueires (4), à un autre 20, à l'autre 100. Mais il n'avait pas payé d'impôts depuis 1945. Les héritiers s'étonnèrent de ne pas pouvoir prendre légalement possession de l'héritage dans l'immédiat.

Autre exemple: Bonfim, âgé de 33 ans, décide tout d'un coup de se rapprocher de sa vieille marraine (5). Il quitte sa terre pour s'installer plus loin. Mais cette région a été cadastrée par l'INCRA et achetée tout à fait légalement par M. Reges. Celui-ci refuse de laisser Bonfim s'installer là, à moins d'accepter de devenir "agregado". Outré, Bonfim refuse puisque "cette terre était autrefois à mon grand père". Par manque d'information, il s'étonne d'avoir perdu le droit à son ancienne terre.

Pedro - autre paysan de la région - a droit aux 20 alqueires hérités de son grand père. Il paie ses impôts et ses cotisations à l'Institut brésilien de la réforme agraire (IBRA) et à Funrural (Sécurité sociale agricole). Mais comme il trouvait qu'une partie de ses terres n'était pas bonne, il en a déplacé les limites dans le sens est-ouest, alors qu'elles étaient tracées nord-sud. Ce faisant il empiète sur la propriété de João Grillo. Pedro se fâche parce qu'il est attaqué en justice...

Très souvent, les vieux paysans signent avec leurs empreintes digitales des feuilles qu'ils ne peuvent pas lire, puisqu'ils sont analphabètes. Aux élections municipales de 1976, à Palmierópolis, les candidats ont ainsi fait signer en blanc des papiers pour "demande de retraite-vieillesse". Les élections passées, un certain nombre de ces papiers signés en blanc ont servi à "faire renoncer" les signataires à leurs terres.

(4) L'alqueire vaut 48.274 m² dans le Goiás, et la moitié dans les Etats du nord et dans l'Etat de São Paulo (N.d.T.).

(5) Les liens de parrainage équivalent ceux du sang (N.d.T.).

D'autres paysans, comme Standislaú, continuent de payer les cotisations à l'IBRA au nom de l'ancien propriétaire; ils négligent d'aller à Goiânia pour les démarches administratives de changement de nom.

3- Les méthodes de spoliation de la terre

1er cas: PEDRA RISCADA

Il s'agit d'une superficie de 10.000 alqueires. 103 familles sont menacées dans la région de Jahu et de Beira das Almas. Les "grileiros" sont João de Aquino et José Borges, tous deux de Goiânia. L'affaire se passe en 1976-1978.

Certaines terres de cette région n'ont pas encore été cadastrées par l'INCRA. On ne compte pour l'heure que quatre options déposées auprès de l'IDAGO (section de l'INCRA pour le Goiás) par Leopoldo Correia de Oliveira, Claudio Andrade, José Pereira et João Batista de Alcântara, le lépreux de Cruzeiro.

En se faisant passer pour des inspecteurs des services gouvernementaux, João de Aquino et José Borges se mirent un beau jour à aller de maison en maison de "posseiros". Ils racontaient qu'ils étaient les vrais propriétaires et qu'ils venaient prendre possession de leurs terres. C'est pour cela qu'ils faisaient le relevé du nombre d'hectares, d'habitants et de vaches. Les terres ainsi menacées étaient celles de Córrego do Mato, Retiro, Cruzeiro, Beira das Almas, Cuador, Furo das Pedras, etc.

La puce à l'oreille, Maria Lisboa, de Cruzeiro, se rendit à Goiânia pour vérifier ce qu'il en était: il s'agissait de faux inspecteurs. L'évêque de la région fut alerté. Une campagne d'éclaircissements s'organisa. C'est ainsi qu'une équipe de bonnes volontés rendit visite aux 103 familles de la région pour recueillir tous les renseignements nécessaires: nom du chef de famille, nombre d'enfants, années de présence, n° d'inscription à l'IBRA, INCRA, FUNRURAL et IDAGO. Comme le maire du lieu se trouvait être l'adversaire politique de João de Aquino, il donna son accord à l'opération.

João de Aquino avait donné le 15 janvier 1978 comme dernier délai à trois familles pour qu'elles quittent les lieux, avec comme seule compensation financière le prix du fil de fer barbelé des clôtures! Il s'était vanté à Jahu de "prendre de la brioche", c'est-à-dire de faire partir les gens. Le 23 janvier il arrivait dans un camion avec toute sa famille et son déménagement. Mais les paysans refusèrent de s'en aller et c'est lui qui dut quitter les lieux.

L'affaire est en suspens. Le dossier est entre les mains de Mgr Celso Pereira de Almeida, évêque de Porto Nacional, qui l'a transmis aux services juridiques de la Conférence des évêques. Une copie du dossier est entre les mains du maire à l'intention des autorités gouvernementales.

2ème cas: URUBU

Il s'agit de 4.000 alqueires non cadastrés près du Rio Tocantins. On y trouve une importante carrière de marbre blanc et brun de première qualité. 10 familles sont menacées, avec répercussions sur la région de Rosário et Rosarino. Les "grileiros" sont les deux frères Ale et Sadaque Tufaille. L'affaire débute en 1975 et n'est pas terminée.

En 1975 arrivaient au lieu-dit Urubú les frères Tufaille qui déclarèrent

aux "posseiros" que la terre était à eux et les menacèrent s'ils refusaient de partir. Sadaque Tufaille en vint même un jour à appuyer le canon de son fusil sur la tête du bébé de Miro Rodrigues en déclarant à celui-ci: "Fais gaffe à ton gosse. Je le tue si tu t'en vas pas!" La femme de Miro s'enfuit alors en hurlant; on devait la retrouver folle dans la brousse, deux jours plus tard. Miro prit peur et leur abandonna sa terre pour 500 cruzeiros comme dédommagement pour le fil de fer barbelé des clôtures.

Les frères Tufaille "prirent de la brioche": leur domaine s'élargit de 500 à 1.500 alqueires. En 1976, ils appelèrent la police pour faire partir les gens de l'endroit. Celle-ci emmena un homme dont on n'eut plus jamais de nouvelles. L'année 1976 fut précisément celle des menaces, en particulier contre Octaviana, Lourenço, Benedito, Justo Moreira, Edmundo, João Moreno. Le maire de l'endroit, Mme Coraci, après avoir donné raison aux "posseiros", finit par passer de l'autre côté. Melle Hilma, avocate de Paranã, soutint les "grileiros". Mme Eva Feitosa, faisant fonction de notaire, établit - moyennant rémunération - des titres de propriété au nom des frères Tufaille.

La paysanne Octaviana, la tante du maire, avait ses titres légaux de propriété. Les Tufaille commencèrent à faire pression sur elle pour qu'elle leur laisse la partie de ses terres située dans la plaine, en ne gardant pour elle que les collines pierreuses.

Les frères Tufaille dressèrent des clôtures de barbelés selon leur bon plaisir et contractèrent comme leur "représentant" un tueur à gages de seconde catégorie: Geraldo, un jeune de 23 ans sans foi ni loi, qui passe son temps à se promener fusil et revolver à la main pour provoquer les gens chez eux. En novembre 1976, Geraldo empoisonna à l'insecticide Aldrin le sel destiné aux vaches des paysans du coin. Huit en crevèrent. Il mit aussi le feu aux maisons de Nair Romão et de Zeni Romão. A Noël 1976, le bébé de Geraldo mourut empoisonné parce que la tétine de son biberon avait touché le sel empoisonné et parce que sa mère n'avait pas l'habitude de laver la tétine. En janvier 1977, Geraldo menaçait encore d'autres personnes.

A la même époque, à 20 km de là dans un endroit appelé Rosário, un autre "grileiro" nommé Jerônimo avait acheté la terre d'une veuve. Il entreprit de "prendre de la brioche" sur les terres de Marcolino et de José Toco, tous deux nés et mariés sur place. Pendant la journée, Jerônimo menaçait les gens de son revolver et faisait édifier des clôtures de barbelé à sa guise. Mais la nuit, les gens de l'endroit détruisaient les clôtures en prenant bien soin d'enrouler le fil de fer. Un jour, Jerônimo construisit une baraque sur ce terrain; le lendemain, elle était démolie.

C'est alors que José Toco et Marcolino décidèrent d'aller voir le gouverneur, sur l'entremise d'Hercilio Correia de Oliveira, un paysan du coin, ami du gouverneur et ennemi de Jerônimo. A Goiânia, José Toco et Marcolino obtinrent les certificats de paiement de leurs impôts. Forts du soutien officiel et de leur droit, ils revinrent et, avec les autres paysans et l'évêque Mgr Celso, réussirent à obtenir l'appui du maire.

Mais un beau matin de mai 1977, Jerônimo arriva, armé jusqu'aux dents et accompagné d'un collègue. Il voulait tuer d'abord Marcolino puis son fils Inácio qui avait pris la parole au nom des quinze paysans qui lui faisaient face et qui, eux aussi, étaient prêts à tout. Finalement, après avoir été désarmé, Jerônimo fut contraint de s'en aller.

L'affaire devenait grave. Aussi le maire fit-il appeler la police. Celle-ci arriva. Elle fit son enquête et interrogea tout le monde. Dans la maison des frères Tufaille, en fouillant le pantalon de Sadaque, les policiers trouvèrent une lettre de l'avocate Melle Hilma. Celle-ci le remerciait de la montre qu'il lui avait offerte et elle se portait garante si les deux frères provoquaient des incendies de maisons et chassaient les cultivateurs. C'était la goutte d'eau: la police ramassa la lettre et emmena brutalement Geraldo, l'homme de main, dont on n'eut plus jamais de nouvelles.

Avec le soutien du maire, l'évêque de la région et les paysans demandèrent au gouvernement, en juin 1977, l'attribution officielle des terres: 4.000 alqueires. Le 1er février 1978, le décret d'attribution était signé par les autorités compétentes pour 25.000 alqueires, c'est-à-dire, à la surprise des paysans, pour beaucoup plus qu'ils n'avaient demandé. Le 23 juin suivant, les "posseiros" de la région furent convoqués par le juge de Paranã afin qu'ils fassent savoir le nombre d'alqueires qu'ils voulaient acheter à l'Etat. Le délai de paiement est de cinq ans pour ceux qui peuvent bénéficier des prêts de la Banque du Brésil (à 18% d'intérêts sans correction monétaire). Ceux qui ne peuvent rien payer reçoivent gratuitement - en vertu de la loi d'août 1977 - un lot de trois alqueires qui, à la mort du bénéficiaire et de son conjoint, revient à l'Etat. Dans le cas présent, le reste des terres non vendues est mis aux enchères.

Entre temps, en janvier 1978, les frères Tufaille avaient essayé de régler l'affaire à leur avantage en passant par le juge d'Aráias. Celui-ci avait convoqué les "posseiros". Il faut dire que grâce à l'avocate Hilma qui connaissait bien le colonel Antônio Pereira, celui-ci avait essayé de faire retirer, dans les dossiers de la police, la lettre compromettante trouvée dans les poches de Sadaque Tufaille. Mais les "posseiros" ne se laissèrent pas faire: ils refusèrent les avances amicales d'Ale Tufaille et prirent un avocat pour assurer leur défense. La tentative fut donc sans suites.

Reste à savoir maintenant si la vente officielle des terres, faite en juin 1978, se traduira sur le terrain par l'attribution effective aux paysans. L'affaire n'est pas encore définitivement classée.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441